

20260521 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/71449/dans-le-nord-est-de-paris-plus-de-800-migrants-vivent-dans-le-dernier-campement-historique-tolere-par-les-autorites>

Actualités



Environ 800 migrants vivent sous la ligne 2 du métro parisien, entre les stations Colonel Fabien et La Chapelle, le 18 mai 2026. Crédit : InfoMigrants

Dans le nord-est de Paris, plus de 800 migrants vivent dans le dernier campement "historique" toléré par les autorités

Par [Leslie Carretero](#)

Environ 800 migrants, majoritairement soudanais, érythréens et afghans, vivent sous la ligne 2 du métro aérien de Paris entre les stations Colonel Fabien et La Chapelle. Ce campement est le dernier toléré par les autorités. Les associations reconnaissent que le "harcèlement policier", dénoncé ces dernières années a cessé. Elles réclament toujours une prise en charge de ces exilés. Reportage.

Anouar Mohamed Ibrahim discute avec un de ses compatriotes, emmitouflé dans une couverture jaune. Le Soudanais de 33 ans est arrivé à Paris le 16 mai. "Depuis, c'est ici que je dors", dit le jeune homme en montrant son matelas posé à même le sol. Il s'est installé sous la ligne 2 du métro parisien, près de la station Stalingrad.

"Si vous venez d'Afghanistan, du Soudan, d'Érythrée... et que vous arrivez en France pour demander une protection, vous ne trouverez pas de lieu de premier accueil. Donc on se retrouve ici dans des conditions immondes", explique Paul Alauzy, coordinateur chez Médecins du Monde (MdM), qui chaque lundi installe sa clinique mobile pour prodiguer des soins aux exilés à la rue.



Le camp entre Stalingrad et La Chapelle n'a cessé de grossir ces dernières semaines. Crédit : InfoMigrants

Ici, c'est le nord-est de Paris. Des dizaines de tentes ont été érigées sous le métro aérien de la ligne 2. Environ 800 personnes vivent dans ce campement informel, entre les boulevards encombrés de la Chapelle et de la Villette, sous un pont où résonnent le brouhaha de la ville : les sirènes de police ou de pompier et les klaxons des automobilistes. La majorité des occupants sont originaires du Soudan, d'Érythrée et d'Afghanistan.

"Lieu historique"

Anouar Mohamed Ibrahim, comme les autres, ne s'est pas retrouvé là par hasard. "En arrivant à Paris, j'ai croisé des Soudanais dans la rue. Ils m'ont dit de venir ici", raconte-t-il.

Car ce camp est le plus vieux de la capitale. "C'est un lieu historique. Les exilés étaient déjà là il y a 10 ans", constate Yann Manzi, fondateur d'Utopia 56. L'association organise régulièrement des maraudes dans le camp pour y distribuer des tentes et des couvertures. "Quand tu arrives en France, tu vas à La Chapelle. C'est un endroit ancré dans le parcours d'exil des personnes", observe le militant associatif.

A lire aussi

[Le camp de La Chapelle, lieu sordide et étape obligée pour les primo-arrivants à Paris](#)

Dans le camp, on croise tous les profils. Des primo-arrivants, des "dublinés" (personnes dont la demande d'asile dépend du premier pays d'arrivée en Europe), des exilés déboutés de leur demande d'asile mais non expulsables (en raison de leur nationalité), et aussi quelques réfugiés statutaires. D'autres sont en transit pour Calais, avec l'espoir de rejoindre le Royaume-Uni.

"On a déplacé le problème"

Ce lieu de vie insalubre, fait de tentes, de cabanes de fortune, de canapés et matelas délabrés, est le dernier gros campement toléré par les autorités à l'intérieur de Paris. Ces dix dernières années, l'État pratique une politique du "non point de fixation" consistant à démanteler tout nouveau camp qui s'installe. Les associations ont à maintes reprises dénoncé cette pratique et le "[harcèlement policier](#)" à l'[encontre des migrants](#), constamment réveillés tôt le matin pour être délogés, parfois dans la violence.

En 2020, [les exilés étaient même repoussés en dehors des trottoirs parisiens](#), jusqu'en Seine-Saint-Denis, dans le département voisin. Avant et pendant les Jeux olympiques et paralympiques de Paris en 2024, [les humanitaires avaient accusé le gouvernement de mener un "nettoyage social"](#) dans la capitale et ses alentours. Le collectif le Revers de la médaille avait comptabilisé [42 démantèlements de campements dans la région](#) entre mai et juillet de cette même année.

Au total en 10 ans, les lieux de vie informels du nord-est parisien ont connu près de 400 opérations de d'évacuations, d'après les chiffres de MDM.



Un migrant devant sa tente près de la station de métro Stalingrad. Crédit : InfoMigrants

Mais depuis près d'un an, le camp de Stalingrad semble échapper à cette règle : aucun démantèlement d'ampleur n'a eu lieu.

Alors pourquoi une telle tolérance par les autorités ? Contactée, la préfecture n'a pas souhaité répondre à nos questions.

"C'est moins pire qu'avant"

Reste que des évacuations suivies de "mises à l'abri" sont organisées néanmoins par l'État mais nombre de migrants refusent d'aller dans les centres. Beaucoup n'y restent que quelques jours avant d'être remis à la rue, en raison de leur statut administratif.

Ils se réinstallent donc au même endroit quelques heures plus tard, sans être chassés pour autant par la police. Les autres reviennent quelques jours plus tard. "Je suis allé deux fois dans des centres mais au bout de deux semaines ils me disent de partir donc je reviens toujours ici", dit Ahmed Ibrahim, un Soudanais de 22 ans.

"On a déplacé le problème et le problème est revenu dans Paris", note Paul Alauzy de MdM. Si bien que le campement n'a cessé de grossir au fil des mois. Selon le responsable associatif, la police a même consigne de ramener les personnes qui s'installeraient ailleurs : "Les autorités préfectorales ont fait le choix de ne pas mettre en place de lieu d'accueil mais ils savent bien qu'il faut une zone tampon dans laquelle les gens vont se retrouver et c'est donc ce quartier de la ligne 2 qui a été choisi".

D'après les associations et les exilés, le "harcèlement policier" a cessé dans le quartier. "Avant les policiers venaient tous les matins pour nous dire de partir. Maintenant, ils viennent juste voir comment ça se passe mais ils ne nous disent plus rien", affirme Ahmed Ibrahim, débouté de l'asile et qui vit à la rue depuis trois ans. "C'est moins pire qu'avant", résume Paul Alauzy.

Un nouveau centre humanitaire ?

Élu nouveau maire de Paris en mars dernier, Emmanuel Grégoire, du Parti socialiste (PS), assure travailler à des solutions pour mettre fin à ce type de camp. Depuis son élection, il s'est rendu à deux reprises dans le quartier de Stalingrad pour rencontrer riverains et associations.

"On a besoin de places d'urgence pour accueillir ces personnes. La situation s'enkyste alors que beaucoup veulent seulement des papiers pour travailler, certains ont déjà obtenu le statut de réfugié", a déclaré début mai l'édile au [Parisien](#) lors de sa dernière visite dans le nord-est

de la capitale. "Je suis prêt à créer des grands centres d'hébergement sur des statuts pragmatiques".

A lire aussi

[Ile-de-France : un des plus grands centres d'accueil de migrants ferme, plus de 400 places supprimées](#)

Un centre sur le même modèle que "la bulle", [ce centre humanitaire installé à La Chapelle entre 2016 et 2018](#) sous l'impulsion de l'ancienne maire Anne Hidalgo, est-il envisagé par la nouvelle équipe municipale ? Des centres d'hébergement d'urgence, "à vocation temporaire ou pérenne", pourraient voir le jour, affirme encore le nouveau maire au Parisien. Sans donner plus de détails sur son fonctionnement ni sur une date de mise en œuvre.

"On espère que les promesses faites lors des municipales vont être tenues, et que dire les choses bougent rapidement afin que cesse ce cycle infernal de ces lieux de vie informels", prévient Paul Alauzy. Mais pour mener à bien son projet, Emmanuel Grégoire doit pouvoir compter sur l'État, compétent en la matière, qui ne "semble pas vouloir changer sa politique", souffle Yann Manzi.